



**FAIRE ENTENDRE
LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**





Travailleuses, travailleurs,

« La France est en marche », « la croissance est de retour », « les créations d'emplois ont redémarré », « soyez optimistes et faites-nous confiance » : voilà ce que nous chantent Macron et ses acolytes en cette nouvelle année.

Quand on appartient au monde de la bourgeoisie, des affairistes et des boursicoteurs, il y a certes de quoi voir l'avenir en rose. L'envolée des Bourses en 2017 a fait gagner la bagatelle de 1000 milliards de dollars aux 500 plus grandes fortunes mondiales. Le patron de LVMH, Bernard Arnault, sixième au classement, a vu son patrimoine s'accroître de 20 milliards d'euros l'année dernière, autrement dit de 38 000 euros par minute, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. L'immobilier, le secteur bancaire et l'automobile battent record sur record, et leurs propriétaires et leurs actionnaires sont comblés. Oui, aux sommets de la société, l'argent coule à flot et cela ouvre des perspectives à nombre de bourgeois, petits et moyens.

Tout ce monde sait pouvoir compter sur Macron et ses délicatesses à l'égard des plus riches. Avec la seule suppression de l'impôt sur la fortune, beaucoup encaisseront des dizaines de milliers d'euros. Pénicaud, la ministre du Travail, aura ainsi économisé 62 000 euros, mais pour certains, ce sera bien plus. Cela aide à avoir confiance dans l'avenir !

Oui, un vent d'optimisme peut souffler sur les rangs patronaux. « Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années », s'est d'ailleurs félicité Pierre Gattaz, le président du Medef. Avec les ordonnances travail, Macron a donné au patronat le droit d'exploiter sans limite. En plafonnant les indemnités prud'homales et en inventant les ruptures conventionnelles collectives, il a satisfait une de ses demandes historiques : pouvoir licencier vite, beaucoup de monde, et pour pas cher.

Par contre quand on est ouvrier, employé, aide-soignante, cheminot,

quand on est au chômage ou encore retraité, il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir.

Les salariés de Tupperware à Joué-lès-Tours, Vallourec ou Gemalto, sont menacés dans leur emploi, car même prospères, tous les groupes continuent leurs saignées en matière d'emploi. Les banques suppriment des milliers de postes en fermant des agences, au prétexte qu'elles sont moins fréquentées. Plusieurs groupes, dont Carrefour et PSA, qui a fait plus de deux milliards de bénéfices en 2017, ont annoncé vouloir recourir aux ruptures conventionnelles collectives pour faire partir plus vite et à moindre coût des milliers de travailleurs.

Qui peut croire que demain, le patronat relâchera la pression sur les travailleurs et reviendra sur les sacrifices qu'il a imposés ces dernières années? Le patronat ne renoncera pas, de son plein gré, à l'allongement du temps de travail, à l'augmentation de la charge de travail ou au blocage des salaires. Partout l'exploitation se renforce et c'est précisément parce qu'elle se renforce que les groupes ont vu bondir leur taux de profit.



Les salariés de Tupperware rassemblés pour protester contre les licenciements devant la préfecture.

Macron, président des riches, jusqu'au bout des ongles

Après les salariés, et les retraités, ce sont les chômeurs qui sont dans le collimateur du gouvernement. Celui-ci veut désormais revoir les règles d'indemnisation et renforcer les contrôles car il y aurait, aux dires de la ministre du Travail, « 14 % de fraudeurs » et des centaines de milliers d'emplois non pourvus. Les gouvernements changent, pas les campagnes anti-chômeurs!

Cette campagne a un but, culpabiliser les chômeurs et les forcer à accepter n'importe quel travail, y compris les petits boulots ne permettant pas de vivre. Elle vise aussi à dédouaner de leurs responsabilités les vrais responsables du chômage, qu'il s'agisse du grand patronat ou des politiciens. Ces gens-là revendiquent le pouvoir, ils prétendent que tout dépend d'eux, Ils ont même un président « jupitérien » qui déciderait de tout, et ils ne seraient responsables de rien ?

Le gouvernement prétend que la situation des chômeurs va s'améliorer, et il brandit les créations nettes d'emplois de 2017. Les médias multiplient les reportages sur l'entreprise qui embauche, du fait de la reprise économique. 269 000 emplois ont été créés pour cinq millions de femmes et d'hommes au chômage, et il faudrait s'en réjouir ! Évidemment, ici ou là, le grand patronat peut avoir besoin d'embaucher car il ne peut pas y avoir de profit sans travailleurs. Et à force de supprimer des emplois et de pousser les anciens dehors, il faut bien que le patronat recrute un peu. Mais il le fait à ses conditions : des emplois précaires et de plus en plus mal payés.

Ce n'est pas le gouvernement qui demandera au patronat d'augmenter les salaires. Lui-même étudie une remise en cause de l'indexation du smic car les salaires sont encore trop élevés pour lui.

Nous faisant croire qu'il est grand seigneur, le gouvernement a concocté un ersatz d'augmentation de salaire qui sera d'ailleurs vite engloutie par les hausses du carburant, du gaz et du tabac. En augmentant la CSG d'une main et en baissant de l'autre les cotisations salariales en proportion supérieure, il a augmenté de quelques euros le salaire net.



Comment réalise-t-il ce tour de magie? En faisant payer les retraités, car eux subissent l'augmentation de la CSG sans compensation et paient pour le manque à gagner dans les caisses de l'État. Autrement dit, Macron a inventé un nouveau type d'augmentation de salaire : l'augmentation payée par les retraités, c'est-à-dire par nos grands-parents ou nos parents!

Les retraités dont la pension dépasse 1200 € ont vu leur pouvoir d'achat amputé. Le gouvernement justifie cette ignominie vis-à-vis des retraités en expliquant qu'il veut que « le travail paye ». Les retraités qui se sont échinés toute leur vie et qui ont laissé leur santé au travail apprécieront!

Macron, ses députés et ses ministres, censés « faire de la politique autrement » et incarner « la société civile », représentent surtout les milieux patronaux et les plus riches. Leur arrogance vis-à-vis des classes populaires n'a rien à envier à celle des équipes Sarkozy ou Hollande. Comme leurs prédécesseurs, Macron et son gouvernement mènent une véritable guerre sociale aux travailleurs et aux plus pauvres. Et, comme ses prédécesseurs, il ne recule pas devant les mesures les plus crasses contre les migrants, les pauvres parmi les pauvres.

Alors, même à supposer qu'un krach financier n'éclate pas dans les prochains mois et que la reprise économique se confirme, les classes populaires n'en profiteront pas. Tant que la bourgeoisie et ses valets politiques mènent la danse, ils poursuivront leur offensive anti-ouvrière, ils pousseront leur avantage, ils profiteront du rapport de force qui leur est favorable pour exploiter plus le monde du travail. Pour que cela change, il faut que les travailleurs défendent leurs intérêts contre le grand patronat.



SERGE D'IGNAZIO

Des migrants, Porte de la Chapelle à Paris.

Depuis que la classe ouvrière existe, elle a dû mener le combat contre la classe capitaliste

Lorsque les travailleurs se battent, ils peuvent faire avancer leurs intérêts, lorsqu'ils baissent la garde, c'est la bourgeoisie qui gagne du terrain et en profite pour amasser toujours plus sur le dos des travailleurs. Depuis que la classe ouvrière existe, depuis que la société capitaliste existe, il en a toujours été ainsi. L'exploitation, c'est cela. La lutte de classe, c'est cela. Et ça le sera jusqu'à ce que l'ordre capitaliste soit renversé.

Il est vain de croire que des élections et un nouveau de président de la République puissent changer quoi que ce soit à cette réalité sociale. Nous en avons fait l'expérience depuis longtemps. Que ce soit sous le gouvernement de Pierre, Paul ou Jacques, qu'il soit de gauche, de droite ou, comme aujourd'hui «ni gauche-ni droite», c'est la dictature de la minorité richissime qui est acceptée, justifiée, confortée. Et il n'y a pas à s'en étonner. Les dirigeants des grandes écuries politiques se placent tous dans le cadre du système capitaliste. Ils aspirent à le gérer et considèrent que l'existence des classes sociales et l'exploitation sont dans l'ordre des choses. Ils ont tous un point commun : masquer la lutte de classe et faire croire que plus la bourgeoisie sera prospère, mieux cela sera pour les travailleurs et toute la société.

C'est ainsi que la réussite et la fortune de quelques-uns sont érigées en grande cause nationale. C'est ainsi que les familles Bettencourt (L'Oréal), Bernard Arnault (LVMH), Mulliez (Auchan), mais aussi Dassault, Peugeot, de Wendel, Michelin, Bolloré, Dentressangle, Pinault, Bouygues et le désormais célèbre Besnier (Lactalis) se sont enrichis sur le dos de générations de travailleurs et peuvent continuer d'imposer leur loi au monde du travail.

Tant que la bourgeoisie dominera la société et l'économie du haut de la propriété privée de ses entreprises, on nous amusera avec les élections et les changements de gouvernement, et nous continuerons de subir la dictature du capital. Pour que les choses changent, il faudra que les travailleurs repartent à l'attaque contre le grand patronat, qu'ils s'organisent et se battent collectivement.



Emmanuel Besnier, huitième fortune de France.

Difficile ou pas, il faut que les travailleurs se battent



ARC

Manifestation en 1968.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier montre que les travailleurs n'ont jamais rien obtenu que par les luttes. Il y a cinquante ans, en mai-juin 1968, c'est la grève générale qui fit lâcher à de Gaulle une augmentation du smic de 35 % et provoqua une hausse des salaires réels entre 10 % et 20 %. En 1936, c'est la grève générale qui imposa la semaine de cinq jours, les 40 heures, les congés payés et les conventions collectives à un patronat tremblant devant les occupations d'usines. Et c'est sans parler des périodes de révolution comme la Commune de Paris de 1871 ou la Révolution russe de 1917 où les travailleurs ont réussi, ne serait-ce que pour un temps, à instaurer leur propre pouvoir.

Bien des travailleurs ne croient pas en la possibilité de telles luttes aujourd'hui. Il est vrai que, quand il y a cinq millions de chômeurs et que des millions d'autres travailleurs sont condamnés à des petits boulots précaires et sous-payés, la lutte collective paraît plus difficile. Le chômage isole des millions de femmes et d'hommes et pèse sur la combativité et

le moral de tous. Mais les mobilisations des années 1930, quand le chômage était la règle, ou des années d'après-guerre, quand régnait la pénurie, montrent que ces obstacles peuvent être renversés.

La crise et le chômage n'expliquent pas tout. Il y a aussi le désarroi politique causé par les espoirs que beaucoup plaçaient dans les partis de gauche. Nombre de travailleurs ont longtemps pensé qu'en votant socialiste ou communiste, ils auraient un avenir meilleur. Ces certitudes se sont brisées sur les trahisons successives des gouvernements de gauche et aujourd'hui beaucoup sont amers et disent ne plus croire en rien.

Cela pèse d'autant plus sur le moral du monde ouvrier que la dernière mobilisation victorieuse du monde du travail remonte à la grève de 1995 contre la réforme de la Sécurité sociale du gouvernement Juppé, il y a plus de vingt ans. Depuis, il y a eu beaucoup de luttes partielles, des luttes menées entreprise par entreprise et bien souvent avec des travailleurs mis dos au mur par des fermetures d'usine ou des plans de suppressions d'emplois. Les mouvements d'ensemble quant à eux n'ont pas été assez puissants pour repousser les attaques anti-ouvrières. Dernièrement ceux qui se sont mobilisés contre les ordonnances travail et ont essayé d'entraîner leurs camarades ont mesuré que, dans le monde du travail, l'abattement est plus fort que la colère.

Il est fréquent d'entendre autour de nous qu'il serait trop tard, que les patrons et les médias seraient trop puissants, que les travailleurs seraient trop divisés et qu'il n'y aurait plus de solidarité, ni de conscience collective. Il n'existe pourtant pas d'autre moyen de changer notre sort que de lutter collectivement et de nous organiser.

Nos camarades de travail ne veulent pas se battre au prétexte que « personne ne veut bouger » ? Ils acceptent les attaques gouvernementales et patronales avec fatalisme et se désintéressent de la politique et de la vie syndicale ? Pire, ils accusent d'autres travailleurs, les chômeurs ou les migrants d'être des assistés ? Eh bien, il faut leur montrer qu'il y a dans le monde du travail des femmes et des hommes qui, eux, veulent se battre. Des femmes et des hommes qui font de chaque nouvelle attaque une nouvelle raison d'être révoltés. Des femmes et des hommes qui font de la politique et s'organisent parce qu'ils sont conscients d'avoir leurs intérêts collectifs d'exploités à défendre, non pas contre d'autres travailleurs ou ceux que les politiciens appellent des « assistés » pour en faire des boucs émissaires, mais contre la bourgeoisie qui parasite le travail et conduit l'économie et la société dans le mur.

Il faut un parti des travailleurs



Meeting à la Fête de Lutte ouvrière.

Nous sommes nombreux à mesurer et à regretter le recul de la conscience de classe dans le monde du travail. Mais y-a-t-il un parti qui dénonce la division de la société en deux classes aux intérêts inconciliables et qui explique que les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces pour défendre leur droit à l'existence? Y-a-t-il un parti qui affirme que les travailleurs peuvent se passer du grand capital parce que ce sont eux qui font tout fonctionner dans la société? C'est ce parti que nous voulons construire. Même en l'absence de grandes luttes sociales, tous ceux qui ne baissent pas les bras et sont conscients d'avoir à mener la lutte de classe doivent se regrouper et aider à la construction d'un tel parti.

Un parti représentant les intérêts des travailleurs est nécessaire dans toutes les périodes, y compris et peut-être surtout lors des périodes de recul et de découragement lors desquelles les travailleurs sont politiquement désorientés. L'indifférence politique, le repli sur soi ou, pire, le soutien à des politiciens du monde bourgeois comme Le Pen sont des impasses dangereuses. Tout ce que le Front national sait faire, c'est prôner la guerre entre travailleurs selon leurs origines et leurs nationalités et dédouaner les exploiters de leurs responsabilités dans le chômage et les bas salaires. Les travailleurs doivent renouer avec la politique de classe qui représente leurs intérêts. Et il faut que cette politique soit défendue partout, dans les entreprises, dans les quartiers populaires. Il faut être le plus nombreux possible à la relayer dans notre entourage, dans nos familles, dans notre voisinage.

Les trahisons du PS et du PCF rendent nécessaire la construction d'un nouveau parti



Marie-Georges Buffet, ministre communiste, applaudit son Premier ministre, Jospin.

Les travailleurs ont connu bien des désillusions avec les partis qu'ils avaient construits et dans lesquels ils avaient placé leur confiance. À leurs origines, le Parti socialiste d'abord, le Parti communiste ensuite, étaient des partis révolutionnaires. Ils avaient pour raison d'être d'incarner les intérêts politiques des exploités. Liés à la classe ouvrière et à ses luttes, ils avaient pour perspective de renverser la bourgeoisie et le capitalisme de façon à abolir l'exploitation de l'homme par l'homme. Le PCF des années 1920 était opposé à l'impérialisme, à ses guerres, à ses colonies.

Puis, tour à tour, ils se sont intégrés à la société bourgeoise. Ils ont eu des ministres, ont dirigé ou ont participé à des gouvernements qui ont trahi les intérêts des travailleurs et fait la politique que le grand patronat leur demandait contre le monde ouvrier. C'est ainsi qu'ils se sont définitivement transformés en responsables politiques «réalistes» et respectueux des lois capitalistes. En plus des pressions de la bourgeoisie, ces partis ont contribué à faire perdre aux travailleurs la conscience de leur force et la confiance en leurs idées.

Que les précédents partis ouvriers aient trahi et qu'il faille en reconstruire un nouveau ne doit pas nous démoraliser. Tant que nous n'avons pas renversé le capitalisme, rien ne sera jamais acquis pour les travailleurs, ni les avancées sociales ni même l'existence d'un parti les représentant. Ce sera un éternel recommencement. Il faut donc reconstruire sans faire les mêmes erreurs, ni retomber dans les mêmes illusions.

Les travailleurs n'ont pas besoin d'un énième parti de gauche qui les lanterne avec les élections. Ils ont besoin d'un parti révolutionnaire qui milite au sein de la classe ouvrière, dans les entreprises et dans les quartiers populaires pour que les travailleurs retrouvent confiance en eux-mêmes et renouent avec les valeurs du mouvement ouvrier.

La conscience de classe n'a jamais été suspendue en l'air. Il a toujours fallu la persévérance des militants pour la conforter, et exprimer politiquement ce que nombre d'exploités sentent parfois confusément. Ce combat est à mener en permanence. Car l'organisation capitaliste de la société introduit sans cesse la concurrence entre les travailleurs et tend à démolir les liens de solidarité et de confiance qu'ils avaient pu tisser. On le voit aujourd'hui, avec les oppositions artificielles entre Français et étrangers, travailleurs en activité et chômeurs, ou encore salariés du public et du privé. Les valeurs de la bourgeoisie, l'enrichissement personnel et le culte de l'individualisme, sapent constamment la conscience collective d'appartenir à une même classe sociale. Seule l'intervention consciente des militants et d'un parti peut assurer la pérennité de cette conscience de classe.



Reconstruire un parti communiste révolutionnaire



Le combat des exploités ne doit pas se borner à revendiquer quelques améliorations de leurs conditions d'existence. Il ne s'agit pas seulement de limiter l'exploitation, mais de la supprimer, en contestant à la bourgeoisie la direction de la société, c'est-à-dire en l'expropriant. Non seulement la domination de la bourgeoisie ne peut se perpétuer qu'en alimentant la pauvreté et le sous-développement mais elle conduit l'humanité droit dans le mur.

La bourgeoisie que tous les laquais politiques et médiatiques présentent comme indispensable est une classe sociale parasitaire et irresponsable. Elle tire sa fortune exorbitante de l'exploitation de générations de travailleurs et elle ne se donne même plus la peine de développer la production : elle prospère de plus en plus sur le pillage des caisses de l'État et sur la spéculation financière. Quant à son irresponsabilité, les scandales sanitaires à répétition la mettent assez en lumière. Amiante, vache folle, moteurs truqués de Volkswagen, Renault et PSA, prothèses PIP, Médiator... et maintenant Lactalis et son lait pour bébé contaminé à la salmonelle, les multinationales n'ont aucun scrupule.

La bourgeoisie est irresponsable car elle a érigé le profit en dieu tout puissant. Cette course aux profits est dangereuse et criminelle. Elle l'est dans les transports, elle l'est dans l'agroalimentaire, dans la santé, dans le domaine de l'énergie et du nucléaire. Et ce sera la règle tant que la bourgeoisie régnera.

La catastrophe sociale qui nous menace est générale car, à

l'effondrement de l'économie et à la montée de pauvreté, il faut ajouter les menaces guerrières et le terrorisme ainsi que la catastrophe écologique qu'entraînent les dérèglements climatiques. La domination de l'argent et le capitalisme pourrissent tout. Ils désagrègent les rapports humains, ils détruisent la planète et menacent la survie de l'humanité.

Le combat des travailleurs pour se libérer de l'exploitation se confond avec celui pour émanciper la société du capitalisme. C'est pourquoi le parti qui représente les intérêts matériels et politiques des travailleurs se doit aussi d'être un parti communiste révolutionnaire: un parti qui vise le renversement du capitalisme et la construction d'une société et d'une économie débarrassées de la concurrence et de la loi du profit, une société sans classe, une société communiste; un parti qui remplace le pouvoir prédateur du capitalisme par le pouvoir collectif des opprimés et de toute la population.



Les travailleurs font tout tourner dans la société; ils sont aussi capables, collectivement, de la diriger

Nous militons pour que la classe ouvrière prenne conscience que la tâche de transformer la société dépend d'elle et qu'elle en est capable. Nous voulons construire un parti qui défende cette perspective et ces objectifs.

Collectivement les travailleurs produisent déjà tout. Contrairement aux mensonges patronaux, ils ne sont pas une charge pour l'entreprise, ils sont à la base de la création de toutes les richesses. Car qui mouille sa chemise sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics? Qui s'esquinte la santé sur les chaînes de montage de l'automobile, dans les ateliers de l'agroalimentaire? Qui se dévoue au chevet des malades et des personnes en situation de dépendance? Qui se lève à 4 heures du matin pour rejoindre les bataillons du nettoyage, du gardiennage et de la grande distribution? Qui fait rouler les trains, les bus et les métros pour amener des millions de salariés au travail?

Les grands médias et les politiciens nous expliquent que sans la bourgeoisie, rien ne se ferait car c'est elle qui «entreprend» et sait diriger. Mais dans l'écrasante majorité des cas la bourgeoisie ne dirige pas, elle encaisse! Pour diriger ses entreprises, elle paye du haut en bas de la hiérarchie toute une armada de mercenaires obsédés par la rentabilité. Et c'est sur les ouvriers, les employés et les comptables, ceux qui sont au bas de l'échelle, que retombent les problèmes et les conséquences de leurs décisions souvent ineptes. Dans les entreprises, ce sont les travailleurs qui connaissent le travail, résolvent les problèmes techniques et font tourner la boutique. Mais parce qu'on leur assène qu'il faut des patrons pour diriger, ils ne croient pas en leurs capacités collectives.

Et c'est la même chose à l'échelle politique. On nous rabâche que pour faire fonctionner l'État, il faut avoir fait de hautes études, appartenir aux «élites». Parce que certains seraient qualifiés pour diriger, il faudrait les laisser faire. Il faut s'opposer à cette idée-là. Les travailleurs sont tout à fait capables de diriger la société. Et ils le feraient mille fois mieux que les capitalistes et leurs serviteurs politiques parce que, au pouvoir, ils ne seraient pas aveuglés par le profit individuel. La classe ouvrière, les exploités représentent une force sociale unique et irremplaçable. De la même façon qu'ils font aujourd'hui tourner toute la société pour le



Même Amazon, le trust du commerce en ligne, a besoin d'employés pour confectionner, trier et acheminer ses paquets.

compte des capitalistes, les travailleurs sont capables, demain, de la faire tourner pour les intérêts collectifs de la grande majorité. Aucune autre force sociale ne recèle cette capacité de transformer et de reconstruire une société.

Cette confiance dans la classe ouvrière et la perspective d'œuvrer pour construire une société communiste nous séparent de tous les partis bourgeois, y compris du parti de Mélenchon, la France insoumise. Car Jean-Luc Mélenchon ne se situe pas seulement dans le cadre du capitalisme, ce n'est pas seulement un réformiste qui prétend pouvoir moraliser et humaniser le capitalisme. C'est aussi un politicien étranger aux travailleurs. Son objectif n'est pas d'armer la classe ouvrière, ce n'est pas de lui apprendre sa propre force, ce n'est pas de la conduire à agir par elle-même, mais c'est de se servir de son nombre à des fins électorales. Il faut, au contraire, un parti qui milite dans la classe ouvrière et mette sa confiance dans la capacité des exploités à construire une société sur des bases collectives.

Nous rejoindre et nous aider à construire ce parti

Un véritable parti ouvrier communiste, capable de peser dans la vie politique, avec la présence que cela suppose dans les entreprises, dans les quartiers populaires, ne se développera que lorsque la classe ouvrière aura repris confiance en elle et fera surgir de ses rangs des dizaines de milliers de femmes et d'hommes prêts à se dévouer pour la cause des travailleurs. Cela se produira, comme dans le passé, au travers de luttes, de grèves et d'affrontements contre la bourgeoisie et son appareil d'État.

Personne ne peut déclencher de tels événements et accélérer le cours de l'histoire. Mais il est possible et nécessaire de renforcer les bases de ce parti dès aujourd'hui. Car comment résister à la pression du découragement général si on reste isolé ? Être à contre-courant et tenir le temps qu'il faut ne peut se faire sans se rassembler et se serrer les coudes. Cela ne peut se faire sans conforter ses convictions au travers des discussions et des liens que l'on tisse entre travailleurs qui partagent les mêmes idéaux.

Se réunir, se rassembler dans un parti, c'est aussi passer de la passivité à l'action. Il est démoralisant d'assister aux injustices et à toutes les horreurs qui se déroulent dans le monde, sans rien faire ni rien dire. Mais y répondre, ne serait-ce que par la parole, transmettre une révolte, expliquer la situation politique à ceux qui nous entourent, c'est déjà agir et renforcer notre camp.

Il est à la portée de chacun de participer d'une façon ou d'une autre à la construction du parti nécessaire pour changer la société. Il est possible de faire vivre et circuler ces convictions même si elles sont minoritaires. C'est sans doute la plus belle tâche à laquelle se consacrer aujourd'hui. Car n'en doutons pas, tôt ou tard les opprimés se lèveront et ils trouveront dans ces idées la possibilité de mettre tous les moyens de production au service de l'humanité toute entière. Ils feront alors en sorte que les immenses possibilités matérielles, techniques, scientifiques soient un jour la base d'une société libre et fraternelle, assurant à tous un avenir de paix et de progrès.

Nathalie Arthaud

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :

Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

- par e-mail :

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrons ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

Visitez notre site Internet: www.lutte-ouvriere.org



